

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 Besançon

Besançon, le 06/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MAISON PIETRA et Fils**

36 Rue de l'Industrie  
90140 Bourogne

Références : UID257090/SPR/EDB/ST 2024 - 0320D  
Code AIOT : 0005901373

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2024 dans l'établissement MAISON PIETRA et Fils implanté 36 Rue de l'Industrie 90140 Bourogne. L'inspection a été annoncée le 06/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de l'inspection des installations classées pour l'année 2024, ainsi que dans le cadre des actions nationales sur les PFAS et la gestion des déchets électriques et électroniques.

Cette visite a été annoncée par courriel en date du 6 février 2024.

Le thème du contrôle est la protection des eaux et la prévention contre le risque incendie. En effet, ce dernier constitue l'enjeu principal de cette activité où les retours d'expérience en termes d'accidentologie sont nombreux et ont par ailleurs fondé le renforcement des prescriptions en matière de prévention incendie (cf. arrêté ministériel du 22 décembre 2023 applicable aux rubriques ICPE n°2710, 2712, 2718, 2790 ou 2791 et arrêté ministériel du 22 décembre 2023 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de gestion de déchets soumises à enregistrement). Ces prescriptions sont applicables aux installations existantes selon un calendrier.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAISON PIETRA et Fils

- 36 Rue de l'Industrie 90140 Bourogne
- Code AIOT : 0005901373
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MAISON PIETRA & Fils, dont le siège social est situé rue de la Gravière – Z.I – 90140 BOUROGNE, exploite des installations de transit, regroupement, tri et de traitement des déchets non dangereux (bois, verre, métaux, déchets d'activité économique), de déchets dangereux (récupération de batteries et de pots catalytiques) sur son site situé à Bourogne.

Le site dispose également d'une zone de transit des déchets de la collecte sélective de la Communauté d'agglomération du Grand Belfort. Ces déchets sont déposés sur le site par les camions de collecte et repris directement par une pelle à grappin pour être mis dans des bennes qui repartent dans un centre de tri.

Elle a également exploité sur ce site une installation de stockage, dépollution, démontage de véhicules hors d'usage, mais elle n'exerce plus à présent cette activité, elle n'a pas renouvelé son agrément. L'exploitant devra formaliser cet arrêt par un courrier de cessation d'activité.

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2008 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 20 février 2013.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 PFAS
- AN24 Trafic D3E
- protection de la ressource en eau
- protection incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Conditions de rejet des eaux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	Demande d'action corrective	2 mois
7	Organisme agréé pour les analyses	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	Demande d'action corrective	2 mois
12	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. I	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45	Sans objet
2	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 4.2.2.	Sans objet
4	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 4.3.6.2.1.	Sans objet
5	Entretien des dispositifs de traitement des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Sans objet
8	Liste des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
9	Prélèvement et analyses PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023	Sans objet
10	Plan des zones à risques	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 7.1.2.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 7.2.3.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre et bien tenu. L'exploitant a une bonne culture du risque environnemental et une bonne gestion documentaire.

2 non-conformités ont été relevées concernant les analyses sur les rejets aqueux et 1 non-conformité relative à la protection incendie :

– l'ensemble des paramètres prévus par la réglementation nationale n'a pas fait l'objet d'une analyse.

– l'exploitant fait réaliser les analyses de ses rejets aqueux par un organisme qui n'est pas agréé.

– la détection incendie du site ne fait pas l'objet d'une vérification ou maintenance périodique.

Le local électrique ne dispose pas de détection incendie. L'exploitant ne possède pas les justificatifs du débit des poteaux incendie suite aux travaux de l'agglomération belfortaine pour les augmenter.

Le non-respect des dispositions d'un arrêté préfectoral expose aux suites administratives et pénales prévues par les articles L. 171-8 et R. 514-4 du code de l'environnement.

Considérant les actions engagées ou prévues, l'inspection ne propose pas dans un premier temps d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Les réponses de l'exploitant et les résultats des actions correctives guideront la décision pour le moment suspendue.

L'inspection note également que l'activité d'entreposage et démontage des VHU a cessé depuis quelques années. Cet arrêt a déjà été constaté lors d'une inspection en 2019 (rapport du 10/12/2019). Afin d'acter proprement cette cessation, l'exploitant veillera à transmettre à l'inspection, dans un délai de 2 mois, un courrier précisant

– la date d'arrêt de cette activité ;

– les modalités d'évacuation des déchets liés (VHU, pneumatiques, fluides...) ;

– les modalités d'entreposage de ces déchets (sols imperméabilisés, cuve de rétention...) ;

– le maintien des autres activités de déchets et l'absence de libération des terrains.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Conformité vis-à-vis du régime de classement ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2019, article <b>R511-9, L512-1, L512-7 &amp; L512-8</b>
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, <b>Classification de l'installation contrôlée</b>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>R511-9 : La colonne "A "de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>L512-1 : Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre Ier.</p> <p>L512-7 : I. – Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>L512-8 : Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection</p>

des intérêts visés à l'article L. 511-1.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas de l'agrément pour les DEEE et n'est pas classé au titre de la rubrique 2711 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques). Il indique ne pas recevoir ce type de déchets sur le site. En effet, lors de la visite, aucun DEEE n'a été constaté sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets - utilisation de Trackdéchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
<b>Constats :</b>  L'application Trackdéchets est utilisée par l'exploitant. En 2023, il a émis 22 bordereaux de déchets dangereux pour un poids de 119,43 tonnes. Il s'agit principalement de batteries (code déchets 16 06 01*) et des déchets provenant de l'entretien des séparateurs hydrocarbures (code déchet 13 05 02* et 13 05 07*). Les seuls bordereaux de déchets dangereux entrants sont les batteries dans le cadre de son activité de regroupement de déchets dangereux (rubrique 2718).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 4.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle documentaire
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> <li>– l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>– les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..),</li> <li>– les secteurs collectés et les réseaux associés,</li> <li>– les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs.. ),</li> <li>– les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul>
<b>Constats :</b>

<p>L'exploitant a présenté un plan des réseaux du site complet et clair.</p> <p>Le site est entièrement imperméabilisé et les eaux pluviales sont collectées par deux réseaux de collecte parallèles. Ces réseaux sont équipés de 10 séparateurs hydrocarbures qui se rejoignent avant rejet au milieu naturel. Une vanne d'isolement des eaux d'extinction est signalée en sortie du dernier séparateur hydrocarbures commun aux deux réseaux.</p> <p>Le plan indique également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les réseaux de distribution de l'eau potable ;</li> <li>– 2 poteaux incendie ;</li> <li>– 2 réserves incendie (une de 30 000 litres et une de 80 000 litres) ;</li> <li>– les différents bâtiments et les zones de stockages...</li> </ul> <p>Ce plan n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Confinement des eaux d'extinction

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 4.3.6.2.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle sur site</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le point de rejet des eaux pluviales cité à l'article 4., 3., 5., est équipé d'une vanne murale de sectionnement permettant de confiner les eaux incendie Cette vanne doit pouvoir être commandée par les Services d'incendie et de secours lors de leur intervention sur le site Une consigne de mise en œuvre, validée par ce service, doit être établie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le confinement des eaux d'extinction est assuré par les pentes des voiries et les réseaux.</p> <p>Le site bénéficie d'une vanne d'isolement de type guillotine au niveau de l'entrée Nord, pour maintenir toutes les eaux à l'intérieur du site.</p> <p>Le bon fonctionnement de cette vanne a été vérifié lors de la visite.</p> <p>Une pancarte sur poteau permet bien de signaler sa présence sur le site ainsi que la localisation de la clé qui permet sa manœuvre. À cet emplacement figure également une consigne « confinement des eaux d'incendie ou des eaux pluviales ». Cette procédure précise comment utiliser la clé pour actionner la vanne. Elle précise également l'obligation d'analyse des eaux avant rejet.</p> <p>Lors de la manœuvre de la vanne, il a été constaté que le dispositif au sol pour manœuvrer était recouvert de mousse ce qui n'a pas facilité son identification.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Afin d'assurer la bonne gestion du dispositif de confinement des eaux d'extinction, l'exploitant veillera à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– mettre en place un dispositif visuel pour retrouver le bouchon pour la manœuvre de la vanne et entretenir la zone ;</li> <li>– mettre en place une vérification périodique de la vanne et former le personnel à son utilisation.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Entretien des dispositifs de traitement des effluents aqueux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inspection documentaire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi</p>

que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le dernier entretien des séparateurs hydrocarbures du site a eu lieu les 6, 7 et 10 juillet 2023. L'exploitant a présenté les fiches d'intervention et bordereaux de suivi de déchets liés.

Il indique réaliser un entretien complet de ses séparateurs en juin/juillet de chaque année et un écrémage des débourbeurs 3 à 4 fois par an en préventif.

Ce point n'appelle pas d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Conditions de rejet des eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle documentaire

**Prescription contrôlée :**

Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.

<b>1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)</b>	
<b>Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)</b>	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l
<b>DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)</b>	
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l

**2 - Substances spécifiques du secteur d'activité****(uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)**

	N° CAS	Code SANDRE	
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr <sup>6+</sup> : 50µg/l)
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15 mg/l
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l
Cyanures libres	57-12-5	1084	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)
Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115	
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	205-99-2 / 207-08-9	-	
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 / 193-39-5	-	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106	1 mg/l

**Constats :**

L'exploitant a présenté une analyse de ses rejets aqueux en date du 20/11/2023.

Cette analyse comprend les paramètres DCO, MES, métaux totaux et hydrocarbures, les résultats respectent les valeurs limites réglementaires pour ces paramètres.

Toutefois, le rapport ne comprend pas tous les paramètres spécifiques du secteur d'activité prévus par la réglementation nationale.

**Non-conformité n°1** : l'ensemble des paramètres prévus par la réglementation nationale n'a pas fait l'objet d'une analyse.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant veillera à intégrer l'ensemble des paramètres prévus à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 lors de sa prochaine analyse. Un bon de commande devra être communiqué à



l'inspection dans un délai de 2 mois afin de justifier des démarches entreprises dans ce sens.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 7 : Organisme agréé pour les analyses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle documentaire
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.
<b>Constats :</b>  Le rapport d'analyse présenté par l'exploitant a été réalisé par la société SOTREFI. Cette société n'est pas agréée par le ministre chargé de l'environnement.  <b>Non-conformité n°2 :</b> l'exploitant fait réaliser les analyses de ses rejets aqueux par un organisme qui n'est pas agréé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant veillera à contractualiser avec un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement pour la réalisation de ses analyses des effluents aqueux. Un bon de commande devra être communiqué à l'inspection dans un délai de 2 mois afin de justifier des démarches entreprises dans ce sens. La liste des organismes agréés est disponible sous le lien suivant : <a href="https://www.labeau.ecologie.gouv.fr/index.php/laboratoires_agrees">https://www.labeau.ecologie.gouv.fr/index.php/laboratoires_agrees</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : Liste des PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux (superficielles et souterraines)
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées. »
<b>Constats :</b>  Plus connues sous le nom de PFAS, les per- et polyfluoroalkylées sont des substances aux propriétés chimiques spécifiques, utilisées dans de nombreux domaines industriels et produits de la vie courante. L'action ministérielle traduite par l'AMPG du 20 juin 2023 a pour objectif d'identifier qui rejette

<p>quoi et en quelle quantité. Cet arrêté s'applique à la société PIETRA en application de son article 1-I dans la mesure où il relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2791.</p> <p>L'exploitant a présenté la liste des PFAS remontée au laboratoire de contrôle pour la réalisation des analyses. Il précise qu'en l'absence de connaissance complète des PFAS susceptibles de se retrouver dans les rejets aqueux des sites de traitement de déchets, l'intégralité des substances obligatoires et optionnelles ont été ciblées et feront l'objet de campagnes d'analyses.</p> <p>L'inspection rappelle qu'il n'y a pas de rejets d'effluents industriels, mais uniquement des rejets d'eaux pluviales ruisselant sur les aires de stockages des déchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Prélèvement et analyses PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux (superficielles et souterraines)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« [...] II. – L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants : rubrique 2791 – 9 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le laboratoire mandaté pour ces mesures et leur analyse est EUROFINS. L'exploitant a présenté le bon de commande des analyses.</p> <p>Les mesures sont prévues le 11 mars, le 9 avril et 13 mai 2024 sur l'estimation de la quantité totale de substances PFAS et les 20 substances de l'alinéa 2 de l'article 3 de l'AMPG du 20 juin 2023. Ces résultats seront à transmettre via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Plan des zones à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 7.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour .</p> <p>La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et rappelées en tant que de besoin à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté un plan de localisation des risques mis à jour en octobre 2020.</p> <p>Ce plan identifie les zones à risques d'incendie (zone d'oxycoupage, entreposage bois et DIB, cisaille, station service...), les zones à risque d'explosion (zone d'oxycoupage, stockage de batterie...), à risque de pollution (stockage de batteries, station service...).</p> <p>Les moyens d'intervention sont quant à eux identifiés sur le plan de masse des réseaux.</p> <p>Ce plan est complet et clair, il permet une bonne appréhension des risques sur le site.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/07/2008, article 7.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>La mise a la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les rapports de vérification suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– rapport de vérification des installations électriques en date du 29/01/2024 dont le Q18 conclut à l'absence de risque d'incendie et d'explosion.</li> <li>– rapport de contrôle électrique par thermographie en date du 29/01/2024 dont le Q19 conclut à un risque d'incendie faible et l'absence d'anomalie.</li> </ul> <p>Ces éléments n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9. I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire et sur site
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>– de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ;</li> <li>– d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.</li> </ul> <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</li> </ul> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;</li> <li>2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.</li> </ol> <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p>

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;
- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

#### **Constats :**

Le site dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- téléphones fixes et mobiles pour alerter les secours ;
- un plan d'intervention affiché à l'entrée du site avec la localisation des extincteurs, poteaux incendie, réserves d'incendie, vannes d'isolement...

- un poteau à l'entrée du site et un autre à l'autre bout du site (site d'une longueur d'environ 350 m).

L'exploitant a communiqué les justificatifs des débits de ces poteaux dont la dernière vérification date de mai 2019. Le poteau à l'entrée du site a un débit de 49 m<sup>3</sup>/h sous une pression statique de 3,5 bars, le poteau à l'arrière du site a un débit de 26 m<sup>3</sup>/h sous une pression statique de 3 bars.

L'exploitant indique avoir déjà contacté à plusieurs reprises l'Agglomération de Belfort pour régler les débits des poteaux. Il a présenté un courriel du service eau de GBCA qui indique qu'ils n'ont pas pu mesurer les débits des poteaux d'incendie sur le secteur en 2023 pour cause de restriction des usages de l'eau. Ce courriel précise également que de lourdes opérations de maintenance ont été réalisées en 2023 sur le système de production d'eau destinée à la défense incendie de la zone. Une seconde phase de maintenance, sur le réseau cette fois, est encore nécessaire et programmée en janvier 2024. À l'issue de ces opérations, GBCA pourra mesurer le gain obtenu en termes de débit.

L'exploitant a contacté GBCA le jour de l'inspection et a obtenu la réponse suivante : *" La seconde phase de réhabilitation du système de défense incendie de la ZI de Bourogne a bien débuté en janvier comme prévu. Malheureusement, en cours d'opération, nous avons découvert d'autres avaries graves qui nous obligent à conduire des travaux de réhabilitation bien plus importants que prévu. En conséquence, le réseau de défense incendie qui protège la zone industrielle est hors service depuis plusieurs semaines et probablement encore pendant plusieurs semaines. Le Service Départemental d'Incendie et de Secours est averti de la situation et a pris des dispositions pour pallier cette carence en cas de sinistre. GBCA poursuit les travaux de réhabilitation de ces ouvrages de défense incendie avec comme objectif la remise en eau du système de défense incendie (même provisoire) sous les plus brefs délais (comptez tout de même 3 à 6 semaines). Dès que la remise en eau sera effective, je ne manquerai de vous en avvertir et de vous transmettre les données des poteaux d'incendie qui protègent votre site."*

- Afin de palier à ce manque de débit sur les poteaux incendie, l'exploitant a mis en place deux réserves d'eau sur le site. Une réserve de 30 000 litres à l'entrée du site au niveau de la zone de transit des déchets issus de la collecte sélective. Cette réserve dispose d'un raccord pompier et est également raccordée à un RIA pour intervenir ponctuellement si nécessaire. La seconde réserve de 80 000 litres est située au centre du site, au niveau de la zone de broyage et de tri transit des déchets d'activités économiques et de bois (et à côté du bâtiment de stockage des batteries). Cette réserve bénéficie également d'un raccord pompier et d'un RIA. Une procédure est présente au niveau de chaque réserve pour son utilisation.

<p>- une vingtaine d'extincteurs répartis sur le site. L'exploitant a présenté la dernière vérification de ces équipements en date du 5 juillet 2023.</p> <p>- l'exploitant a présenté les fiches d'émargement pour la formation à la manipulation des extincteurs qui a eu lieu le 29/01/2024 et le 16/02/2024.</p> <p>- le site dispose d'un système de détection incendie (caméras thermiques) relié à une alarme qui prévient l'encadrement. 3 caméras thermiques ont été constatées : une au niveau du hangar de la presse à cartons, une au niveau de la zone de broyage des DIB et une au niveau des stocks de DIB et bois. L'exploitant a présenté les seuils d'alerte pour le déclenchement de l'alarme : --&gt; zone cartons : préalerte à 60° et alerte à 80° --&gt; zone bois et broyeur DIB : préalerte à 180° et alerte à 200°. L'alarme est désactivée manuellement tous les matins en période d'exploitation pour éviter les déclenchements intempestifs dus à la chaleur des moteurs des engins. Le système se réactive automatiquement tous les jours à 17h40. Aucune vérification périodique ou maintenance n'est réalisée sur le système de détection.</p> <p>- une réserve de sable est présente au niveau de la zone d'oxycoupage. Lors de la visite sur le site, il a été constaté l'absence de détection dans le local électrique qui est une zone à risque incendie. Le local électrique sert également de « placard » de rangement ce qui peut engendrer des risques incendie supplémentaires.</p> <p><b>Non-conformité n°3 :</b> la détection incendie du site ne fait pas l'objet d'une vérification ou maintenance périodique. Le local électrique ne dispose pas de détection incendie. L'exploitant ne possède pas les justificatifs du débit des poteaux incendie suite aux travaux de l'agglomération belfortaine pour les augmenter.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant veillera à communiquer les justificatifs des débits des poteaux incendie dans un délai de 2 mois. Un bon de commande pour la vérification du système de détection incendie et l'installation d'un détecteur dans le local électrique sera également à communiquer dans un délai de 2 mois. L'exploitant veillera à ranger le local électrique afin qu'il ne serve plus de zone de rangement et limite ainsi le risque d'incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>